

# «Sur les réseaux sociaux, on critique. Moi, je suis sur le terrain et j'entends ce qu'on me dit!»

## LES PHRASES CLÉS

«Le Pacte résulte des groupes de travail, des accords passés. **Alors, non, on ne discute pas avec chacun des enseignants.** C'est utopiste de penser qu'on peut faire ça.»

«**Je souhaite que tous les enseignants, sans exception, puissent bénéficier d'un critère de pénibilité.**»

## INTERVIEW NATHALIE BAMPS

**M**ettez Marie-Martine Schyns devant une classe, et elle sera comme un poisson dans l'eau. L'école, l'odeur de la craie, les élèves qui crient, les profs qui refont le monde devant leur café. Ou qui pestent sur les réformes, un grand classique. Ça lui parle.

Schyns est une femme de terrain, une technicienne. Et une ancienne prof. Alors, le Pacte d'excellence, même si ce n'est pas son bébé (c'est Joëlle Milquet qui, à la base, l'a lancé), elle y tient. Et pas seulement parce qu'elle a hérité de ce portefeuille de l'enseignement. Elle le défend à longueur d'année. Contre vents et marées, elle tente de garder le cap.

Comme ce lundi midi encore. Assise face à nous à la table de son bureau, au 6<sup>e</sup> étage du bâtiment qui domine la place Surllet de Chockier. Le soleil tape sur les baies vitrées. Dans sa robe d'été, la ministre de l'enseignement pourrait nous chanter un petit couplet du «Lundi au soleil» de Claude François. Sauf qu'elle n'a ni le temps, ni l'envie de pousser la chansonnette ou jouer les Claudettes.

Marie-Martine Schyns (cdH) va nous livrer un autre couplet. Celui des louanges sur le Pacte d'excellence. Une nouvelle fois, elle va tenter de nous convaincre, de vous convaincre, que la méga réforme de l'enseignement avance. Et bien.

«*Pour preuve, explique-t-elle, il y a une semaine, le gouvernement s'est encore mis d'accord sur des points qui bloquaient depuis des mois.*» Alors, ne venez plus lui rappeler ce

que serine à longueur d'année sa pire ennemie au Parlement, la chef de file MR Françoise Bertieaux: «*Schyns ne gouverne pas, ne tranche pas, c'est le Pacte qui gouverne. Elle fait office de décoration.*»

«*Oui, et bien, quand je vois les décisions qu'on a encore prises vendredi dernier, je souris,*» dit Marie-Martine Schyns. Le gouvernement a finalement décidé de trancher dans le vif du dossier épineux de la séparation des pouvoirs organisateur et régulateur au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Du potopoto interne, mais ce dossier empêchait toute mise en place du volet gouvernance des écoles du Pacte d'excellence.

Un dossier, aussi, que guettait avec impatience le MR, dans l'opposition. Les libéraux étaient convaincus que le cdH n'arriverait jamais à embarquer le PS sur ce terrain de la scission, les socialistes étant frileux à l'idée d'expédier le pouvoir organisateur (PO) des écoles du réseau Wallonie-Bruxelles dans un organisme d'intérêt public. «*Tel qu'organisé aujourd'hui avec le pouvoir organisateur des écoles du réseau Fédération Wallonie-Bruxelles qui n'était ni plus ni moins que l'administration elle-même, on allait se retrouver dans le schéma du contrôleur contrôlé. Il fallait scinder. C'est donc chose faite. Le PO du réseau Fédération Wallonie-Bruxelles sera placé dans une structure juridique autonome.*»

Françoise Bertieaux peut donc être rassurée. Et Marie-Martine Schyns, elle, prie pour qu'elle le soit. Car pour être voté, le texte doit réunir les 2/3 des voix au Parlement. Elle a donc besoin de l'appui du MR. «*C'est un dossier important, il doit dépasser tous les clivages.*»

Elle sourit. Stoïque. Sa collègue MR a beau s'embarquer tête baissée dans toutes les failles du Pacte, ça glisse sur la carapace

de Schyns. La jeune femme n'est pas du genre à se laisser entraîner dans l'escalade des attaques politiques. Et surtout pas quand elle sait que pour que le pacte réussisse, il faudra rallier un minimum l'adversaire. *«Si Françoise Bertieaux préfère un ministre qui décide tout depuis le haut de sa tour, c'est son problème. Moi ce n'est pas ma manière de fonctionner. Je me suis intégrée au processus du Pacte tel qu'il a été décidé.»* Ca sera sa seule remarque. Même pas une pique.

### Critiques sur tous les fronts

Mais les coups ne viennent pas seulement du clan MR au Parlement. Ils pleuvent sur les réseaux sociaux. Dans la presse, les tribunes et cartes blanches se suivent et se ressemblent pour dénoncer une réforme qui serait à côté de la plaque, précipitée, désordonnée, mal réfléchie. Une réforme qui nivellera par le bas plutôt que de mener les élèves vers les sommets de la connaissance.

Lui est-il déjà arrivé de se lever le matin en se disant, c'est bon, je laisse tomber? *«Sur les réseaux sociaux ou dans la presse, on ne voit que les critiques, dit-elle en levant les yeux au ciel. Moi, je suis sur le terrain. Et j'entends ce qu'on me dit. Dans les écoles, il y a plein d'enseignants qui jugent qu'on ne pouvait pas rester comme ça, que cette réforme est nécessaire. Le Pacte résulte des groupes de travail, des accords passés. Et on ajuste chaque jour, en fonction des discussions. C'est comme ça qu'on avance. Alors, non, on ne discute pas avec chacun des enseignants. C'est utopiste de penser qu'on peut faire ça. Mais je visite des écoles toutes les semaines, je vois les directeurs, on se met à table avec les enseignants, et on parle.»*

Oui, mais toutes ces mesures qui déboulent au compte-gouttes, ça ne donne pas l'effet brouillé d'un tableau pointilliste? *«Chacun a sa vision. C'est l'addition des mesures qui fait que le Pacte évolue. On pourrait aussi se regarder le nombril en se disant que ça ne va rien changer. Et pourtant, dans les écoles, ça bouge. Certaines ont déjà mis en place des choses qui sont inscrites dans le Pacte.»*

### Inspecteurs en colère

On la sent malgré tout un peu crispée, Marie-Martine Schyns. Dans une heure, doivent débouler dans son bureau les responsables coordinateurs de l'inspection scolaire. Alors, d'un ton ferme, elle annonce la couleur, cash. *«On a une heure. Pas plus. Alors, si on parlait aussi des dernières mesures qui ont été décidées?»*

Schyns n'a pas perdu ses habitudes de prof... Autoritaire. Et elle n'a pas envie de faire attendre ses inspecteurs. Il faut dire que les équipes sont fébriles. Inquiètes pour l'avenir de leur département. Mais la ministre a aujourd'hui de quoi les rassurer. Parmi les derniers dossiers approuvés par le gouvernement il y a une semaine, il y a aussi la réforme de l'inspection scolaire. *«Cela fait des années que les inspecteurs sont inquiets. En 2013, les examens leur permettant d'accéder à la nomination avaient dû être annulés. Une bonne partie d'entre eux ne sont pas nommés. Ils se demandaient ce qu'ils allaient devenir dans le cadre de la nouvelle gouvernance.»*

Ce fiasco des examens du Selor pour le corps de l'inspection, oui on s'en souvient. L'épreuve mal ficelée avait provoqué un tollé parmi les inspecteurs. Ils étaient allés au Conseil d'État pour annuler les examens qui devaient permettre aux meilleurs candidats d'être nommés. *«Résultat, on se retrouve de-*

*vant un corps d'inspecteurs dont la majorité a le statut de faisant-fonction».* Et face à la réforme de l'inspection, dont les missions vont être recentrées, ils paniquent et craignent de perdre leur job. *«C'est vrai qu'une partie de leur mission actuelle disparaît. Celle du contrôle a priori, et systématique, dans les écoles. C'était une mission chronophage. Il restera un contrôle, mais il se fera après qu'un problème ait été identifié par le délégué au contrat d'objectif.»*

Et donc, en clair, ça va mener à une réduction du nombre d'inspecteurs? *«Oui on va réduire le cadre, mais pas tout de suite, ce sera en 2023. Aujourd'hui on a fixé un cadre provisoire de 224 inspecteurs.»*

On n'est pas licenciés en maths, mais on sait compter. C'est moins que les 252 que compte le pool actuel de l'inspection... *«Oui, mais si on prend en compte les départs attendus à la pension d'ici 2023, ainsi que le fait que les inspecteurs pourront postuler au poste de délégué au contrat d'objectifs – il y en aura 88, chargés d'aider les écoles à faire leur plan de pilotage et en assurer le suivi –, il n'y aura pas de perte d'emploi sèche.»*

### Emploi préservé

Pas de perte d'emploi. Voilà une bonne nouvelle. Et pourtant, l'ASBL 1pact, en pointe dans le combat contre la réforme, a semé la panique la semaine dernière en annonçant une suppression de 10.000 emplois dans le cadre du pacte d'excellence.

1pact et son leader, Christophe Bodart, c'est le poil à gratter dans la robe de Schyns. Elle ne bronche pas. Elle reballe le trublion d'un revers de la main. *«Ils se sont basés sur un document de travail rédigé dans le cadre des discussions sur la réforme de la formation des enseignants, et des barèmes liés à l'allongement de la formation. Il y a eu des simulations, avec des pistes de compensation pour financer les hausses barémiques. Aucune n'a été validée. Et surtout pas cette fourchette haute. On ne veut même pas en discuter. Quand il faudra parler du barème, on le fera, et cela se fera avec les syndicats. Mais je rappelle que le pacte prévoit un refinancement, et un investissement qui mènera à la création de 1.000 emplois!»*

Voilà justement l'occasion de parler des dernières nouveautés qui arriveront à la rentrée. Car les premiers emplois créés dans le cadre du pacte d'excellence, ce sont ceux qui viennent renforcer l'enseignement maternel. Un premier pas avait déjà été fait à la rentrée 2017-2018, avec l'engagement de plus de 300 institutrices. *«Et pour cette rentrée, on va engager des psychomotriciens et des puéricultrices, annonce Marie-Martine Schyns. On va investir à nouveau 20 millions d'euros. Les emplois des psychomotriciens vont devenir des emplois organiques, ils pourront être nommés, et cela se fera rapidement. Et les postes ACS/APE qu'ils occupaient permettront d'engager des puéricultrices. On va en engager 300, et on va en nommer 300 parmi les plus anciennes.»*

L'enseignement maternel, c'est important et c'est aussi là que se font les premiers pas du Pacte d'excellence. Mais il ne se résume pas à ça, loin de là. Alors, quoi d'autre de neuf sous le soleil du Pacte? *«On va déployer des moyens administratifs pour fournir des PC portables aux directeurs de fondamental. On va débloquer des moyens pour réaliser l'accompagnement personnalisé, la remédiation et le dépassement. On ne sait pas le faire directement dans toutes les écoles, donc on va commencer avec des expériences pilotes. Mais au to-*

*tal, sur les sept prochaines années, cela représente un investissement de 40 millions d'euros!»*

Dégager du temps pour la remédiation, cela nécessite d'avoir des professeurs en plus. Or, on n'arrête pas de parler de pénurie, de manque d'enseignants, d'écoles normales où trop de bancs restent vides à cause d'un métier d'enseignant plus assez attractif pour les jeunes. Alors, on ne rêve pas trop là?

*«Les pénuries, on aurait pu faire toute l'interview sur ce thème», soupire Schyns. Le débat fait rage depuis deux semaines, et le monde enseignant s'est déchaîné en apprenant que la ministre proposait de permettre le retour des enseignants en prépension. «Il n'y a pas de réponse miracle, mais un ensemble de mesures que l'on peut cumuler. Il y a en effet la réversibilité des DPPR (départs anticipés à la retraite), mais on peut aussi créer des pools d'enseignants pour les remplacements, valoriser l'ancienneté des profs venant du secteur privé. Mais surtout, il faut faire en sorte de garder les enseignants débutants.»*

### Un métier encore attractif?

Mais justement, ce métier est-il encore assez attractif pour les jeunes? *«Là, on ne parle plus de mesures de court terme. Il faut travailler sur l'image, on pourrait imaginer une campagne sur les fonctions en pénurie. Mais revaloriser l'image des enseignants, cela ne peut se faire via un décret. Il faut montrer que la carrière d'enseignant, ce n'est plus une carrière plane, que le Pacte va permettre plus de mobilité. Montrer aussi qu'enseigner, ce sera un vrai travail en équipe. Ce qui fait peur aujourd'hui aux jeunes, c'est l'idée de se retrouver seul face à une classe d'élèves aussi turbulents que ce qu'ils ont pu être.»*

Et le salaire, il ne faut pas aussi le rendre plus attractif, d'autant plus si on demande d'étudier un an de plus pour devenir prof? *«Oui, le salaire est un élément. On aurait très bien pu faire comme pour les infirmières, dont la formation a été allongée d'un an sans revalorisation de barème. Mais ce n'est pas notre volonté. Mais détrompez-vous, les enseignants insistent aussi beaucoup sur le volet éducatif dans l'attractivité. Ils veulent aussi avoir de l'aide pour répondre aux nouveaux défis sociétaux. Des éducateurs pour les épauler, ça fait aussi partie des conditions de travail à améliorer.»*

Les conditions de travail, et les conditions de départ à la retraite. La réforme des pensions, voilà un autre dossier qui peut nuire à l'attractivité du métier... Mercredi, des milliers de profs défilèrent d'ailleurs dans les rues pour défendre leur pension et faire reconnaître leur métier comme pénible. *«Je comprends leurs craintes et je les soutiens. Je souhaite que tous les enseignants, sans exception, puissent bénéficier d'au moins un critère de pénibilité»,* dit Schyns.

La ministre l'a-t-elle fait savoir à son collègue des pensions, au Fédéral? *«Oui, nous avons rencontré Daniel Bacquelaine en février, avec mes collègues flamand et germanophone.»* Et, comment les remarques ont-elles été accueillies? On se souvient qu'il y a un an, les deux ministres s'étaient solidement empoignés lorsque Marie-Martine avait déjà volé au secours des profs. Bacquelaine lui avait alors collé un o/10, disant qu'elle ne connaissait rien à la réforme. *«J'ai eu le sentiment qu'il nous entendait, même le député MR Laurent Henquet défend cette pénibilité pour les enseignants. Mais Bacquelaine a bien dit que la décision reviendrait au gouvernement lui-même.»* Au gouvernement, et donc à la N-VA aussi...